



**Réunion des maires des villes touchées par les violences urbaines
Palais de l'Élysée
Mardi 4 juillet 2023**

Intervention de Patrick Jarry, maire de Nanterre

Monsieur le Président de la République,
Chers collègues,

Devant de tels événements, la priorité de tout faire pour arriver à la fin des violences est évidemment la première urgence.

On est soulagés en restant prudent, en restant prudent d'y être presque arrivés, chacun tentant d'apporter sa contribution (la police, les pompiers, l'État, les parents, les habitants, les acteurs de quartiers, nos employés municipaux et nous.

Bien sûr tout le monde pense, réfléchit, s'exprime pour comprendre, trouver des solutions durables.

Tout compte, rien ne doit être négligé et mon expérience m'a appris à faire preuve de retenue, d'humilité. Mais surtout écoutons-nous, écoutons ces habitants, les jeunes dans leur diversité. Je veux simplement, voyant le débat évoluer, vous dire Monsieur le Président et chers collègues, trois petites choses :

Nanterre a été l'épicentre d'un mouvement de colère, de révolte violente, qui a évolué dans plusieurs villes de France, en partie dans la nôtre en actes de pillage inadmissibles, et pire même ! puisque certains sont allés jusqu'à tenter d'assassiner un élu et sa famille : notre collègue Vincent Jeanbrun auquel je tiens à réaffirmer toute ma solidarité.

Tout d'abord, je veux dire : attention n'oublions pas le point de départ de ces violences !

Il y a 1 semaine jour pour jour, un peu après 8 heures du matin, un jeune homme de 17 ans, Nahel, a été tué par un policier, quasiment en direct sous nos yeux, puisque moins d'1 heure après une vidéo amateur nous montrait des images accablantes qui venaient démentir la première version des faits, donnée aux médias par des « sources policières ».

L'émotion a été immense et la crainte toute aussi énorme que la justice ne passe pas. Le ressenti, la colère, la crainte, n'ont pas disparu.

Je crois que le chantier des conditions d'intervention et de travail des policiers est inévitable.

En 2017, j'ai été l'un des initiateurs de l'appel dit « de Grigny », qui a réuni un milliers d'élus et de responsables associatifs pour tirer la sonnette d'alarme et formuler des propositions concrètes pour améliorer la vie des habitants de nos quartiers populaires.

Nous disions que nos quartiers connaissent un bouillonnement de vies et d'initiatives, mais également un cumul de handicaps extraordinaires, et appelions alors à un effort constant - et permanent - du gouvernement – pour ne pas continuer de voir s'aggraver les inégalités territoriales.

On parle beaucoup de la politique dite de la Ville, souvent pour la discréditer. Je pense que nous sommes au milieu du gué de cette politique sur l'un des aspects essentiels, le besoin de transformer et de changer une géographie urbaine très clivée entre des villes et des quartiers très populaires, vécus par beaucoup comme des lieux de ségrégation, avec des villes, des quartiers, dans l'ensemble plus privilégiés et pour certains pour ne pas dire de l'entre soi. Nous avons peu avancé, voire reculé si on lit l'étude de l'agence de l'urbanisme de la Région d'Ile-de-France.

La solution ne repose pas que sur nos villes et nos quartiers populaires, elle est aussi dans une vision solidaire des espaces métropolitains. Il faut des mixités et du mélange.

Dernière chose, on peut ne pas le voir, on peut ne pas l'entendre, mais des habitants, des jeunes, des enfants vivent dans des situations de pauvreté, de précarité avec le sentiment de l'injustice, de ne pas avoir les mêmes droits que les autres, à la réussite scolaire, à l'accès à l'emploi de qualité, à un logement adapté à leurs besoins, au respect, à l'espoir.

Et si on pense que les difficultés insensées pour avoir le renouvellement des titres de séjour de parents, qui sont avec nous depuis des décennies, n'en rajoutent pas : on se trompe !

Merci.